

qui pourrait paraître nécessaire. Il reste encore à expliquer comment il entend procéder pour réaliser l'union européenne d'ici 1980. Tout en considérant la CEE comme une simple confédération, il s'est dit favorable à l'élection directe d'un parlement européen.

L'optimisme à l'égard d'une Union européenne a faibli depuis un an et l'on ne voit pas très bien comment la CEE pourrait, face à une inflation excessive, hâter ce projet d'union même à la faveur d'une nouvelle approche. La conjoncture économique autorise au contraire à supposer que tous les partenaires rechercheront leur avantage national. En outre, ni la France ni l'Allemagne ne cherchent à modifier les méthodes actuelles d'élaboration des politiques de la CEE. Ce sont plutôt les exigences protectionnistes de l'Italie et le désir de la Grande-Bretagne de renégocier ses relations économiques avec la Communauté qui sont susceptibles de heurter les objectifs fondamentaux traditionnels de la CEE. A tout prendre, M. Giscard d'Estaing tentera probablement d'amener l'Europe à harmoniser ses politiques par des mesures successives et de portée restreinte plutôt que par de grands changements d'orientation.

Les négociations européennes à venir refléteront dans une certaine mesure les rapports de la Communauté avec les États-Unis. Bien que MM. Giscard d'Estaing et Chirac aient parlé en termes chaleureux des États-Unis (on a fait valoir tant et plus que le nouveau président avait parlé anglais lors de sa première rencontre avec la presse), il est douteux que la France soit disposée à suivre l'orientation américaine en politique étrangère. Contrairement aux Canadiens, la majorité des Français ne fait pas aveuglément confiance aux Américains. La gauche se méfie tout particulièrement de la politique américaine, et il ne faut pas oublier que de Gaulle a obtenu plus de deux millions de voix communistes grâce en partie à son anti-américanisme. Même si cette situation lui déplait, M. Giscard d'Estaing doit en tenir compte. Le nouveau président s'est exprimé très nettement au sujet de Washington, affirmant que si la France et les États-Unis doivent être partenaires, la France doit rester indépendante de son allié. Tout en consentant à un échange d'information et à des consultations entre l'Europe et les États-Unis, il a déclaré fermement que «ce ne peut être en rien une structure contraignante pour nous» et que la France doit être indépendante «du monde extérieur en matière de défense, de monnaie, de politique étrangère et de culture».

Politique d'outre-mer

La politique traditionnelle de la France outre-mer va survivre à de Gaulle et à Pompidou. L'absence d'un gouvernement colonial autonome a empêché des États comme le Vietnam, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie de se ménager une transition pacifique. Mais si ces pays ont obtenu leur indépendance par les armes et au moyen de dures négociations, la France n'en a pas moins confiance en sa supériorité culturelle, convaincue que la langue française est un excellent instrument pour l'assimilation de peuples divers. Le retentissant discours à propos du «Québec libre» s'inscrivait dans cette tradition, de même que la décision prise en 1970 de créer une agence de coopération technique et culturelle réunissant 21 pays francophones. Le Canada s'en est tiré dans ce dernier cas en consentant à ce que l'entente porte la double signature du gouvernement fédéral et du Québec. L'agence n'a peut-être pas réalisé ses projets ambitieux, mais elle demeure un symbole des aspirations françaises sur le plan international.

La France continue de porter un vif intérêt aux pays en voie de développement. L'aide qu'elle leur fournit dépasse largement un pour cent de son produit national brut (PNB) et la place parmi les principaux pays donateurs, bien que ce pourcentage plutôt élevé du PNB comprenne les apports de la France à ses propres départements et territoires d'outre-mer. D'une façon générale, le nouveau président poursuivra probablement la politique de M. Pompidou en ce qui concerne la création d'un *hinterland* économique et politique au Maghreb et dans les pays arabes de la Méditerranée, et il maintiendra certainement la présence de la France en Afrique. Quelle que soit l'aversion manifestée par certains commentateurs à l'égard de l'influence française dans ces pays, la France considère ces politiques comme essentielles. Elle a besoin de l'énergie et des matières premières que produisent ces pays pour soutenir sa rapide expansion industrielle, et doit vendre des armements pour assurer le perfectionnement de son arsenal militaire. La seule initiative anti-gaulliste que le président ait eue jusqu'ici (et peut-être la dernière) a été le retrait de M. Jacques Foucart, le puissant secrétaire général aux Affaires africaines et malgaches, de son poste à l'Élysée. M. Foucart passait pour un symbole vivant de la tradition gaulliste, et son renvoi signifie la fin des symboles mais non des politiques gaullistes en Afrique.

Dissuasion nucléaire

Les politiques les plus stables de la France